

18 septembre 2020

Réponse du Conseil administratif à la question écrite du 4 mars 2020 de M. Eric Bertinat: «Boulimie parlementaire en quelques chiffres».

TEXTE DE LA QUESTION

Ainsi qu'il est dit dans le règlement du Conseil municipal, ce dernier dispose de droits d'initiative. Fort de ces prérogatives, notre délibératif propose de très nombreux textes qu'il renvoie au Conseil administratif sous deux formes: des fonctions délibératives et d'autres consultatives. Les premières s'exercent sous la forme de projets de délibération, de projets d'arrêté et de projets de règlement. Ces fonctions sont impératives et doivent être réalisées par le Conseil administratif. Les autres se présentent sous forme de motions, de résolutions, ainsi que d'interpellations et de questions écrites ou orales. Elles sont déclamatoires et n'obligent en rien l'exécutif à suivre les décisions du délibératif.

Ces dernières (consultatives) sont majoritairement choisies par les conseillers municipaux. A ce jour, le 5 février 2020, nous trouvons 98 motions et résolutions déposées par notre délibératif, ayant fait l'objet d'un traitement en commission assorties d'un rapport, toutes évidemment en attente d'une décision. A cela, il convient d'ajouter 73 «nouvelles» motions et résolutions qui attendent, quant à elles, patiemment leur traitement douillettement alignées dans notre ordre du jour.

Il s'agit de ce que l'on pourrait appeler une forme de boulimie parlementaire qui essouffle l'efficacité – ne parlons pas d'efficience – de notre Conseil municipal et aussi de l'exécutif sans cesse interpellé par nos soins, puisque pas moins de 247 points sont inscrits à notre ordre du jour, ce qui nécessiterait la convocation du délibératif durant plusieurs dizaines de séances plénières d'affilée pour épuiser la corne d'abondance débordante de nos multiples textes.

A ce sujet, j'aimerais savoir combien de motions et de résolutions ont été adressées au Conseil administratif entre le début de la législature et la fin de l'année 2019, et combien d'entre elles ont fait l'objet d'une mesure décidée par l'exécutif ou d'un rapport.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Le Conseil municipal dispose de droits d'initiative à caractère délibératif, par le dépôt de projets de délibération, et consultatif, par le biais de motions et de résolutions. Du 1^{er} juin 2015 jusqu'à la fin de l'année 2019, 127 motions et 26 résolutions ont été acceptées et renvoyées au Conseil administratif.

S'agissant des résolutions, dont la nature est déclaratoire (article 58, alinéa 1 du règlement du Conseil municipal (RCM), le Conseil administratif n'a pas l'obligation d'y répondre; il a toutefois répondu formellement à 11 résolutions.

En ce qui concerne les motions, 82 ont fait l'objet de réponses au Conseil municipal, transmettant des rapports ou indiquant les mesures mises en œuvre.

Annexe: compilation des départements

Au nom du Conseil administratif

Le secrétaire général:
Gionata Piero Buzzini

Le maire:
Sami Kanaan

	Titre	CM	CA	Dpt	Statut de la mise en œuvre
M-1029	Des potagers urbains (plantages)	09.05.2012	Réponse	1	
M-705	Pour une politique cohérente de coopération au développement	17.09.2007	Réponse	1	
M-901	Construisons des bains publics dans le Rhône	17.02.2010	Réponse	2	L'aménagement du sentier des Saules fait toujours l'objet d'un recours. L'aménagement de l'ensemble du parcours sera inclus dans le projet de parc de la pointe de la Jonction.
M-1020	Les Mouettes, c'est chouette	18.04.2012	Réponse	2	Pas de changement au niveau de l'offre sur les lignes de Mouettes, débarcadère toujours sans objet.
M-1137	Pour l'installation urgente de logements pour réfugié-e-s en Ville de Genève	27.06.2016	Réponse	2	L'installation d'un pavillon sur le site de Montbrillant pourrait avoir lieu début 2021.
M-1261	Turquie: défendre les droits humains, la démocratie et les droits du peuple kurde	22.11.2016	Réponse	2	Pas de suivi autre que celui évoqué dans la réponse.
M-1012	Pour un programme Stratus applicable aux bâtiments publics	21.03.2012	Réponse	2	Une nouvelle version de l'étude stratus est publiée régulièrement par DPBA.
M-1291	Pour le respect strict de la proposition PR-1046 concernant l'installation de bornes rétractables à l'entrée de la Vieille-Ville	16.05.2017	Réponse	2	Pas de suivi autre que celui évoqué dans la réponse.
R-203	Qu'il lâche le pinceau au profit du marteau (pour un saut qualitatif en matière d'aménagements cyclistes)/RP	07.02.2017	Réponse	2	Pas de suivi autre que celui évoqué dans la réponse.
M-1284	Qu'il lâche le pinceau au profit du marteau (pour un saut qualitatif en matière d'aménagements cyclistes)/RP	04.04.2017	Pas de réponse	2	
M-1236	Pour une école de patinage répondant aux demandes des usagers	27.06.2016	Réponse	3	Solution concertée trouvée
M-1283	Sauvons les heures de glace du Club des patineurs de Genève	04.04.2017	Réponse	3	Nouvelle organisation approuvée par le CPG
M-897	De subventions en fondations ?	20.01.2010	Réponse	4	En lien avec la Mairie et non pas le Dir 4.
M-911	Gouverner, c'est gouverner (audits)	24.03.2010	Réponse	SEG	Chaque année, la liste des audits réalisés est envoyée au Conseil municipal.
M-1252	Est-ce que Genève devient un dépôt	27.09.2016	Réponse	4	Aménagement effectué par DPBA et pose d'un produit hydrophobe et oléophobe par VVP.
M-1253	Plaine de Plimpalais: transparence (encore)	01.11.2016	Réponse	Renvoi au 1	
M-1254	50 arbres abattus sur la plaine de Plimpalais	01.11.2016	Réponse	Renvoi au 1	
M-1240	Abattage de Plimpalais, transparence absolue	13.09.2013	Réponse	Renvoi au 1	
M-1275	Harcellement de rue, ça suffit	07.03.2017	Réponse	4	Mise en œuvre terminée. Des cours de sensibilisation ont été demandés aux APM en formation continue sur cette problématique. Ils seront intégrés dans le cursus de formation de base dès novembre 2020. Ce sujet figure également désormais dans le catalogue de formation.
R-204	Pour le maintien du SlowUp genevois	07.03.2017	Réponse	4	Mise en œuvre terminée. L'Association Genève pour la Promotion de la Mobilité Douce a organisé l'événement le 20 août 2017.
M-1234	Pour une évaluation précise du nombre de sans-abri à Genève	27.06.2016	Réponse	5	Une étude afin de cartographier les besoins sera effectuée tout prochainement avec les associations partenaires.

174e (2016)

M-1110	Sauvegardons les jeux de Baby-Plage dans une perspective de sécurité et de pérennité	21.01.2014	Réponse	5	Après plusieurs années de travaux, les installations ont été transformées. Une séance est prévue en fin d'été 2020 entre l'association et les autorités cantonales (police du feu) afin de délivrer l'autorisation définitive d'exploiter.
M-1276	(un) Beaulieu pour les enfants	07.03.2017	Réponse	5	En 2020, des accueils avaient été prévus dans le parc Beaulieu, le mercredi et pendant l'été, en plus des centres aérés prévus en 2019. Toutefois, la crise sanitaire a retardé les travaux du bâtiment qui aurait dû être utilisé. Des solutions alternatives ont été mises en place pour pallier ce retard, avec un soutien supplémentaire du service concerné.
R-205	Non au désert postal	07.03.2017	Réponse	5	Le CA s'oppose à toute fermeture d'office postal. A chaque annonce de fermeture, la Ville s'oppose via la Postcom. Le CA réaffirme son attachement à l'accès universel aux services postaux. (Objet lié avec les objets suivants: M-1308/M-1333/M-1402/M-1413/P-392)
R-197	Tamedia: inquiétante évolution des médias	27.09.2016	Le CA a pris acte sans réponse	/	
R-201	Soutien à la réforme RIE III	22.11.2016	Le CA a pris acte sans réponse	/	
M-1251	Pour une application digne et humaine de la politique d'asile pour le retour de la Fratrie Musa à Genève	27.09.2016	Pas de réponse	Maire	
M-1132	Retransmission des séances du Conseil municipal accessible aux malentendant-e-s	26.03.2014	Pas de réponse	SEG	Des démarches ont été déjà entreprises auprès de Teletext pour une mise en place dans la salle du Grand Conseil.